

**BUREAU METROPOLITAIN DU  
LUNDI 17 FÉVRIER 2025**

<b>NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16</b>  <b>QUORUM : 9</b>		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
15	0	1
<b>OBJET DE LA DECISION</b>  <b>N° 25/74</b>  <b>PLAN LOGEMENT D'ABORD - CONVENTION POUR LA MISE À DISPOSITION DE DONNÉES DANS LE CADRE DE LA DÉMARCHE D'OBSERVATION DYNAMIQUE ET DE PILOTAGE "SYNCHRO" SUR LE TERRITOIRE DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE - AUTORISATION DE SIGNATURE</b>		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

**PRESENTS :**

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

**ABSENT :**

M. Jean-Louis MASSON.

## **DÉCISION MÉTROPOLITAINE**

**N° 25/74**

**BUREAU DU 17 FÉVRIER 2025**

**O B J E T : PLAN LOGEMENT D'ABORD - CONVENTION POUR LA  
MISE À DISPOSITION DE DONNÉES DANS LE CADRE  
DE LA DÉMARCHE D'OBSERVATION DYNAMIQUE ET  
DE PILOTAGE "SYNCHRO" SUR LE TERRITOIRE DE  
LA MÉTROPOLE TOULON PROVENCE  
MEDITERRANEE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** le deuxième plan quinquennal pour le Logement d'abord et la lutte contre le sans-abrisme 2023-2027, dit « plan Logement d'abord » et l'Appel à Manifestation d'Intérêt Plan Logement d'Abord,

**VU** la sélection du dossier de candidature de la Métropole Toulon Provence Méditerranée comme territoire de mise en œuvre accélérée de ce plan le 29 janvier 2021,

**VU** la délibération du Conseil Métropolitain n°24/11/269 du 29 novembre 2024 autorisant la signature avec l'Etat de la convention d'objectifs pour le plan Logement d'Abord 2,

**VU** la convention pluriannuelle d'objectifs conclue avec l'Etat pour la période 2024-2027, pour le Plan Logement d'Abord 2 Métropolitain,

**CONSIDERANT** que dans le cadre de ses compétences en matière de politique d'Habitat et de solidarité, la Métropole Toulon Provence Méditerranée assure la mise en œuvre et la coordination du plan Métropolitain « Logement d'abord » et de ses actions,

**CONSIDERANT** que l'Etat et les partenaires ont défini des priorités communes dans le cadre de la stratégie territoriale du plan logement d'abord, déclinées sous la forme d'engagements réciproques permettant de renforcer les coopérations entre les acteurs de l'hébergement, du logement et de l'insertion, et de permettre une meilleure articulation entre leurs interventions, en cohérence avec leurs champs de compétences respectifs,

**CONSIDERANT** que l'ensemble des actions de ce plan concourt à soutenir l'action de la Métropole en matière d'habitat, à sécuriser les parcours locatifs et à prévenir les ruptures de parcours résidentiels pouvant conduire au sans-abrisme, en favorisant l'observation, la coordination, la formation des acteurs, la prévention des difficultés d'accès ou de maintien dans un logement,

**CONSIDERANT** que dans ce cadre, l'Etat et la Métropole ont formulé un objectif de structuration et de mise en œuvre d'une observation sociale partagée et dynamique, dite « Démarche Synchro » visant à articuler les différentes sources d'information et outils existants à disposition des acteurs du territoire afin de créer une vision globale, exhaustive et dynamique de la situation sur le territoire en termes de besoins de logement et de relogement et qu'il a été choisi de confier l'hébergement et le copilotage de cet outil « Démarche Synchro » au Service Intégré d'Accueil et d'Orientation (SIAO) porté par l'association Itinova,

**CONSIDERANT** qu'il convient de régler, par la voie conventionnelle, les modalités de transfert et d'analyse de données entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et l'association Itinova,

Et après en avoir délibéré,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'APPROUVER** les termes de la convention ci-annexée.

### **ARTICLE 2**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à signer la convention technique de transfert et d'analyse de données entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et l'association Itinova.

### **ARTICLE 3**

**DE DIRE** que cette décision est sans incidence financière.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 17 février 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

POUR	15
CONTRE	0
ABSTENTION	0



## CONVENTION POUR LA MISE À DISPOSITION DE DONNÉES DANS LE CADRE DE LA DÉMARCHE D'OBSERVATION DYNAMIQUE ET DE PILOTAGE SYNCHRØ LIÉE AU LOGEMENT D'ABORD SUR LE TERRITOIRE DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

### ENTRE

**La Métropole Toulon Provence Méditerranée**, dont le siège est situé 107 Bd Henri Fabre, 83000 Toulon, représentée par le Président, désignée sous le terme « MTPM », d'autre part

### ET

**Itinova – SIAO 115 du Var**, dont le siège est situé à Tour Part-Dieu, 129 rue Servient, 69003 LYON, représenté par le Directeur Général, dûment habilité à cet effet, désignée sous le terme « SIAO », d'une part

### PRÉAMBULE ET OBJET DE LA CONVENTION

Dans ce cadre du plan Logement d'abord et de l'action de lutte contre le sans-abrisme sur le territoire, les partenaires institutionnels (l'Etat (la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités – DDETS), la Métropole Toulon Provence Méditerranée – MTPM -, et en collaboration étroite avec le Service Intégré d'Accueil et d'Orientation du Var - SIAO -, et porté par l'association Itinova) ont formulé un objectif de structuration et de mise en œuvre d'une observation sociale partagée et dynamique (démarche Synchrø).

À ce titre, la DDETS et la MTPM ont acté l'engagement de **la démarche Synchrø**, en lien avec le SIAO du Var porté par l'association Itinova, pour structurer et mettre en œuvre **une observation sociale partagée et dynamique**, au service du pilotage des politiques publiques et de la construction collective de solutions pour le territoire.

L'observation dynamique territoriale visée consiste en **un suivi mensuel des besoins et une mise en lien avec les réponses en termes de logement ou d'hébergement** qui leur sont apportées. Cette démarche d'observation et de pilotage va au-delà de la logique d'indicateurs de suivi statique telle que posée par le Ministère du Logement. Il s'agit d'une démarche visant à articuler les différentes sources d'information et outils existants à disposition des acteurs du territoire, afin de **créer une vision globale, exhaustive et dynamique de la situation des ménages sans abris ou qui risquent de le devenir sur le territoire en termes de besoins de logement et d'hébergement**.

La démarche d'observation dynamique Synchrø s'inscrit dans le cadre d'**une gouvernance**

**partagée pour la mise en œuvre du Logement d'abord et d'un portage institutionnel assuré par la DDETS et la MTPM.**

Il s'agit ainsi d'inclure cette observation sociale dynamique comme un outil du service public de la rue au logement, avec un **portage opérationnel de la démarche assuré par le SIAO pour les actions techniques liées à la collecte et à l'intégration des données, ainsi que pour l'analyse de ces données.**

**La démarche Synchrø repose sur l'utilisation et l'intégration harmonisée, au niveau du SIAO, de l'ensemble des données disponibles concernant les besoins des ménages** sans domicile ou qui risquent de le devenir sur le territoire. Ces données sont collectées et détenues par divers acteurs. Un élément clé de la démarche est ainsi l'agrégation de l'ensemble de ces informations pour produire une vision globale en flux et actualisée mensuellement de la situation sur le territoire en termes de sans-abrisme.

Les données utilisées dans le cadre de la démarche sont des données à caractère personnel. **La collecte et le traitement de ces données s'inscrivent dans le cadre du RGPD, selon les modalités précisées dans le présent document.**

La présente convention a pour objet de **définir les modalités de transmission et d'utilisation des données partagées par les partenaires au SIAO dans le cadre de la démarche Synchrø** – principalement pour ce qui concerne le traitement et la protection des données personnelles.

## **ARTICLE 1 – PÉRIMÈTRE ET FINALITÉ DE L'UTILISATION DES DONNÉES**

Les parties s'accordent à permettre le partage de données personnelles liées au Fonds de Solidarité Logement (FSL) sur le territoire de la MTPM et l'utilisation de ces données pour leur intégration dans le cadre de la démarche Synchrø visant à produire une vision exhaustive, actualisée chaque mois, des besoins en termes de relogement sur le territoire, afin d'appuyer le pilotage des actions de lutte contre le sans-abrisme. Plus spécifiquement, les données visées sont les demandes d'aide individuelle déposées auprès du FSL et décidées au cours du mois considéré, dont les aides accordées.

La finalité des traitements est l'obtention d'une observation dynamique et globale des besoins, pour le pilotage des actions dans le cadre du logement d'abord et le suivi de la réduction du nombre de ménages sans domicile. La démarche s'inscrit dans l'amélioration continue des réponses apportées aux besoins des ménages sans domicile.

Dans ce sens, la démarche Synchrø, et l'intégration des données sur laquelle elle repose, contribue à une mission d'intérêt public, ce qui constitue la base légale du traitement des données. La finalité de ces intégrations est observationnelle et descriptive, il s'agit d'interpeller les solutions mises en œuvre à l'échelle de la MTPM sur la base de données agrégées et il n'y aura pas d'analyse, d'actions ou de décisions prises concernant des ménages individuels sur la base de cette observation et de l'exploitation de données correspondante.



Les données communiquées sont les informations concernant les demandes d'aide individuelle déposées auprès du FSL et décidées au cours du mois considéré, dont :

- Le nom, prénom, date de naissance du demandeur principal
- La composition familiale du ménage
- La commune actuelle du demandeur et/ou du logement, le cas échéant
- Le type d'aide sollicitée
- La catégorie de parc d'entrée
- L'organisme d'accueil, le cas échéant
- Le motif de la demande
- L'information concernant le fait que le bail en cours de résiliation, le cas échéant
- Le statut d'occupation résidentiel actuel
- Le montant total des ressources prises en compte dans le cadre du FSL
- L'information concernant le fait que le ménage soit allocataire RSA Figé, AAH, ASS, le cas échéant
- L'activité du demandeur principal
- La date d'entrée dans le logement, le cas échéant
- L'accord ou refus de l'aide demandée par le FSL

L'utilisation de données nominatives, ainsi que de la date de naissance, est nécessaire dans le cadre de la démarche pour permettre l'identification et le traitement des « doublons » au moment du croisement entre différentes sources de données (ménages présents dans plusieurs bases de données). Le nom et prénom du demandeur principal ne suffisent pas à identifier la totalité de ces « doublons » : en effet, on constate que certaines personnes ont un nom et prénom identiques, et seule la date de naissance permet de les distinguer (proportion non-négligeable « d'homonymes »). La date de naissance est donc nécessaire pour identifier ces personnes qui portent le même nom et éviter de double-compter certains ménages, ce qui nuirait à la fiabilité de l'information de pilotage produite.

L'opération consiste en la transmission par la MTPM au SIAO, mensuellement et en suivant le processus décrit à l'article 2 de la présente convention, des données listées ci-dessus (demandes décidées par le FSL au cours du mois précédent), pour leur intégration dans le cadre de la démarche Synchrø d'observation et de pilotage.

## **ARTICLE 2 : MODALITÉS DE TRANSMISSION, DE STOCKAGE, DE PSEUDONYMISATION, D'ANALYSE, DE CONSERVATION ET DE SUPPRESSION DES DONNÉES**

Afin d'assurer la sécurité des données personnelles, les parties mettent en place toutes les mesures nécessaires conformément à l'article 32 du RGPD. Les mesures précises mises en œuvre par le SIAO sont consultables dans les annexes (Annexe 1 : engagement de confidentialité et de non-divulgateion et Annexe 3 : Mesures techniques et organisationnelles mises en place par Itinova pour assurer la protection des données, et notamment de leur hébergement).

### *2.1. Modalités de transmission*

Les parties conviennent que la transmission mensuelle des données s'effectue par le biais de l'outil Zed, assurant une transmission sécurisée des données, ou par le biais d'une boîte de dépôt, directement sur un espace sécurisé du serveur du SIAO. Dans l'hypothèse où l'outil de transfert précédemment cité n'assurerait plus une protection suffisante des données transférées, les parties s'engagent à trouver un autre outil de transfert des données assurant une protection adéquate.

## *2.2. Modalités de stockage*

A réception, les données sont stockées par le SIAO dans un espace sécurisé du serveur de l'organisation, avec un accès restreint aux seules personnes désignées de l'équipe projet portant la démarche Synchrø.

## *2.3. Modalités de pseudonymisation*

Suite à la standardisation des noms, prénoms, et dates de naissance, les données sont ensuite pseudonymisées via un algorithme de hachage, fourni et maintenu par l'Action Tank (conformément à la convention bilatérale entre le SIAO et l'Action Tank), lors de leur intégration, pour leur utilisation dans le cadre de la démarche. L'algorithme SHA-256 a été choisi comme fonction de hachage, en ligne avec les [recommandations de la CNIL](#).

## *2.4. Modalités d'analyse*

Les données pseudonymisées seront utilisées afin de produire des indicateurs agrégés prédéterminés avec l'accord des Responsables conjoints de traitement, et de réaliser des analyses « sur mesure » qui seront également déterminées avec l'accord des Responsables conjoints de traitement.

## *2.5. Modalités de conservation et de suppression*

Au cours des douze premiers mois de la mise en œuvre de la démarche (phase initiale d'expérimentation), les données nominatives seront conservées sur toute cette durée de douze mois, afin de permettre la fiabilisation progressive de l'information produite et la stabilisation des processus de mise en œuvre de la démarche. Au-delà de ces douze premiers mois de mise en œuvre, les données nominatives seront conservées pour une durée maximale de trois mois.

Les données pseudonymisées seront quant à elles conservées sur une durée de dix ans. L'un des objectifs clés de la démarche est en effet d'obtenir une vision globale des trajectoires des ménages vers et dans le logement. Ces trajectoires ont généralement lieu sur une période longue, de plusieurs années, ce qui nécessite de considérer cette période de suivi, et donc de conservation des données pseudonymisées, de dix années.

La transmission, le stockage, la pseudonymisation, l'analyse, la conservation et la suppression



des données seront réalisés dans le strict respect des modalités énoncées dans cette convention, et seules les données personnelles strictement nécessaires à la mise en œuvre de la démarche décrite à l'article 1 seront transmises et intégrées.

### **ARTICLE 3 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES**

#### *3.1 : Confidentialité des données à caractère personnel*

Chaque partie est tenue à l'obligation de discrétion et au secret professionnel pour tout ce qui concerne les faits et informations de l'autre partie dont elle aura connaissance avant ou au cours de l'exécution de la présente convention. Chaque partie s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise des documents à des tiers sans l'accord préalable de l'autre partie.

Les données visées dans le cadre de la présente convention, qu'elles soient ou non à caractère personnel, sont des données confidentielles couvertes par le secret professionnel, tel que défini aux articles 226-13 et suivants du code pénal. Chaque partie s'engage à respecter de façon absolue cette obligation et à la faire respecter par son personnel.

Les obligations afférant au SIAO quant à la confidentialité des données sont détaillées dans l'Annexe 1 (Engagement de confidentialité et de non-divulgateion) de la présente convention.

#### *3.2. : Protection des données à caractère personnel*

Concernant la protection des données à caractère personnel, chaque partie est responsable des données qu'elle détient et s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD). Elle s'engage le cas échéant notamment, à effectuer si cela s'avère nécessaire les formalités déclaratives ou modificatives au regard de ladite loi. Chaque déclaration ou modification doit être communiquée aux autres parties si elles en font la demande.

Les termes « Responsable du traitement », « Responsables conjoints du traitement », « Sous-traitant », et « Personnes concernées » employés ci-après ont la signification qui leur est donnée par le RGPD.

Au titre du RGPD, le SIAO, la MTPM et la DDETS sont considérés comme Responsables conjoints du traitement. Le rôle et responsabilités respectives de chacun de ces Responsables conjoints dans le cadre du traitement des données qui fait l'objet de la présente convention ont été définis dans une convention-cadre pour la mise en œuvre de la démarche Synchro.

Les données personnelles traitées par les Responsables conjoints font l'objet d'une transmission par le SIAO à l'Action Tank à des fins de consolidation des bases. Ce partage de

données personnelles est encadré par une convention bilatérale conclue entre le SIAO et l'Action Tank. A ce titre, l'Action Tank agit en qualité de Sous-traitant au sens du RGPD.

Dans le cadre de la présente convention, au titre de la mise à disposition des données liées au Fonds de Solidarité Logement listées à l'article 1, le SIAO et MTPM sont également considérés comme Responsables conjoints de traitement, conformément à l'article 26 du RGPD. Toutes les parties s'engagent à une coopération transparente et de bonne foi.

Les informations détenues ou recueillies dans le cadre de l'exécution de la présente convention par les parties sont enregistrées par celles-ci dans des traitements de données nécessaires à la mise en œuvre de la politique publique définie en préambule de la convention.

Les partenaires doivent prendre toutes les mesures utiles pour garantir l'intégrité et la confidentialité de ces données, en s'assurant notamment que des tiers non autorisés n'y auront pas accès. Ces mesures seront déterminées en fonction des risques et seront à la fois d'ordre physique, logique, technique et organisationnel (sécurisation des locaux, armoires et postes de travail, gestion stricte des habilitations et droits d'accès informatiques, encadrement des opérations sous-traitées). Les modalités mises en œuvre par le SIAO pour assurer la sécurité des données sont précisées dans l'Annexe 3 de la convention.

La démarche mise en œuvre contribue, comme explicité dans l'article 1 de la présente convention, à une mission d'intérêt public, qui constitue la base légale du traitement. La licéité du traitement des données personnelles s'articule donc aux spécifications de l'article 6 du RGPD relatives à ce type de motif. Dans ce cadre, les personnes concernées ont la possibilité d'exercer leurs droits d'accès, de rectification, d'opposition, et de limitation du traitement auprès de chaque responsable de la donnée :

- Le DPO de la métropole de Toulon, à l'adresse mail suivante : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr).

Les personnes concernées sont informées du traitement des données au travers d'une mention existante sur les formulaires de demande ou sur le site du FSL, lors du dépôt de leur demande d'aide.

À travers le respect des éléments susmentionnés, les parties s'engagent à faire garantir les droits des personnes, notamment :

- L'information des personnes concernées sur les caractéristiques des activités de traitement conformément aux articles 12, 13 et 14 du RGPD.
- la gestion et l'effectivité des droits des personnes concernées conformément à l'article 12 du RGPD, et pour les droits énumérés aux articles 15 à 22 du RGPD.
- la réponse à toute demande de renseignement relative à la protection des données à caractère personnel, lorsque celle-ci implique l'exercice d'un droit au titre des articles 15 à 22 du RGPD.

#### **ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DES PARTIES**

Les Parties s'engagent inconditionnellement et réciproquement à :

- utiliser les données extraites et envoyées au SIAO dans le cadre de la démarche Synchrø susmentionnée uniquement pour la réalisation des intégrations nécessaires ;
- ne pas utiliser les données à des fins autres que celles spécifiées à la présente convention ;
- ne pas divulguer les données à d'autres personnes qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales, à l'exception des autres Responsables conjoints et de l'Action Tank ;
- respecter l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'informatique, aux fichiers et aux libertés prévues par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et ses décrets d'application ;
- respecter les clauses RGPD, notamment à adopter toutes les mesures techniques et organisationnelles permettant de répondre aux exigences de sécurité du traitement prévues à l'article 32 du RGPD. Et ce, compte tenu de l'état des connaissances, de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement ainsi que des risques, dont le degré de probabilité et de gravité varie, pour les droits et libertés des personnes physiques ;
- prendre toutes précautions utiles conformément à l'article 34 de la loi informatique et libertés modifiée afin de préserver la sécurité des données transmises et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées ;
- veiller à ce que les parties respectent la confidentialité des données auxquelles elles ont accès. À cet égard, chaque partie est tenue à l'obligation de discrétion et secret professionnel pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions émanant de l'autre partie, dont il aura connaissance avant ou au cours de l'exécution de la présente convention ;
- ne pas communiquer subséquentement ces données à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître, dans le respect des règles du partage d'information dans le domaine social et du secret professionnel ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des données dans le cadre de la mise en œuvre de la démarche d'observation dynamique ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle et logicielle, pour assurer la conservation des données transmises pendant la durée prévue par la présente convention.

## **ARTICLE 5 – DÉNONCIATION ET RÉILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse. Une dénonciation signifie l'arrêt immédiat de l'analyse des données dont il est question dans cette convention.

## ARTICLE 6 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention sera exécutoire à compter de sa notification et produira ses effets pour toute la durée du Plan Logement d'abord II, soit jusqu'au 31 décembre 2027. Toute modification de la convention au cours de cette période fera l'objet d'un avenant.

A Toulon, le

Métropole TPM,

Jean-Pierre GIRAN,  
Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

Itinova,  
Service Intégré d'Accueil et d'Orientation,

Jacques DUPOYET,  
Président de l'association

## **ANNEXE 1 : Engagement de confidentialité et de non-divulgation**

### **1. Présentation de cette annexe**

#### **1.1. Objectif**

Cette annexe décrit l'acte d'engagement de confidentialité et de non-divulgation d'Itinova – SIAO 115 du Var (SIAO), avec lequel la Direction Ressources Numériques Mutualisées (DRNM) de la Métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM) établit la présente convention pour assurer la mise en œuvre de la démarche d'observation dynamique et de pilotage par la donnée Synchro pour le territoire de la Métropole de Toulon.

#### **1.2. Champs d'application**

Cet engagement fait partie intégrante de la politique de sécurité de la Métropole Toulon Provence Méditerranée. Celle-ci s'applique à toutes les données issues du système d'information de la Métropole Toulon Provence Méditerranée et des collectivités dont la Métropole TPM gère tout ou partie du SI, devant être accédées par des tiers pour des raisons de déploiement ou de maintenance d'applicatifs ou d'infrastructures informatisées ou encore pour des missions de conseil.

#### **1.3. Définition et terminologie**

*Confidentialité* : le fait de s'assurer que l'information est seulement accessible à ceux dont l'accès est autorisé

*Intégrité* : désigne l'état de données qui, lors de leur traitement, de leur conservation ou de leur transmission, ne subissent aucune altération ou destruction volontaire ou accidentelle, et conservent un format permettant leur utilisation. L'intégrité des données comprend quatre éléments : l'intégralité, la précision, l'exactitude/authenticité et la validité.

### **2. Clauses de confidentialité**

#### **2.1. Description**

Les supports informatiques et documents fournis par MTPM au SIAO restent la propriété de la MTPM.

Les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couvertes par le secret de l'information, il en va de même pour toutes les données dont le SIAO prend connaissance à l'occasion de l'exécution de la présente convention pour la mise en œuvre de la démarche Synchro.

Conformément au règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), le SIAO s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées,



endommagées et communiquées aux personnes non autorisées.

Le SIAO s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution de la présente convention pour la mise en œuvre de la démarche d'observation Synchro ;
- ne pas utiliser les droits étendus sur les systèmes d'information des collectivités gérées par la direction informatique de MTPM (DRNM) pour faire des opérations sur des équipements et des applications métier non concernées par la présente convention ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans la présente convention ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ; à l'exception des autorités judiciaires (et après information de la Métropole TPM) ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution de la présente convention ;
- prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée de la présente convention ;
- et en fin de la présente convention ou à première demande, à procéder à la destruction ou à la restitution immédiate de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies.

En cas de sous-traitance, le titulaire/prestataire devra faire remplir et signer ce même engagement par l'ensemble des sous-traitants qui interviendront sur les données et systèmes de MTPM.

**MTPM** se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le SIAO. Ces vérifications seront menées sans perturber l'activité du SIAO. Tout accès aux données et locaux du SIAO est soumis à autorisation préalable de ce dernier.

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du SIAO peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-5 et 226-17 du nouveau code pénal.

**MTPM** pourra prononcer la résiliation immédiate de la présente convention, sans indemnité en faveur du SIAO, en cas de non-respect des dispositions précitées.

## **ANNEXE 2 : Interlocuteurs RGPD**

- Itinova – SIAO 115 :
  - Monsieur Franck IRIE, DPO du SIAO : [f.irie@itinova.org](mailto:f.irie@itinova.org)
- Métropole Toulon Provence Méditerranée :
  - Monsieur Christian DURAND, DPO de la Métropole de Toulon : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)

### **ANNEXE 3 : Mesures techniques et organisationnelles mises en place par Itinova pour assurer la protection des données, et notamment de leur hébergement**

Le SIAO s'engage conformément à la réglementation applicable à la protection des données à caractère personnel, à mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées au regard de la nature des données et des risques présentés par le traitement, afin de préserver la confidentialité, la sécurité et l'intégrité des données à caractère personnel auxquelles il pourra avoir accès à l'occasion de l'exécution de la présente convention, et notamment empêcher toute déformation, altération, endommagement, destruction de manière fortuite ou illicite, perte, divulgation et/ou tout accès par des tiers non autorisés préalablement.

Afin de garantir un niveau de sécurité adapté, le SIAO 2 mettra notamment en œuvre, en tenant compte des risques pour la sécurité des données à caractère personnel et pour la vie privée des personnes, selon les besoins, les mesures de sécurité suivantes :

- **La pseudonymisation ou le chiffrement des données à caractère personnel**, selon le processus décrit à l'article 2.3 de la présente convention. L'algorithme de hachage utilisé est l'algorithme SHA-256, agréée par la CNIL dans le cadre du RGPD.
- **Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement**, notamment :
  - **Sécurité physique des locaux hébergeant les supports de traitement :**
    - **Surveillance des visiteurs :** Aucun visiteur n'est jamais laissé sans surveillance au sein des locaux.
    - **Accès à la baie informatique :** L'accès à la baie informatique, qui héberge les équipements réseaux, est sécurisé par une porte constamment verrouillée. De plus, cette baie est protégée par un système de verrouillage supplémentaire. L'accès est strictement réservé au responsable et aux membres autorisés du personnel de la DSI.
  - **Protection des supports :** Le support de stockage des données ainsi que les supports de traitement sont dotés d'une solution de protection intégrant des technologies de protection des postes de travail (EPP), accompagnées de capacités automatisées de détection et de réponse (EDR).
  - **Supervision des équipements réseaux :** L'ensemble des équipements réseaux est supervisé par un système de sécurité utilisant l'intelligence artificielle pour détecter et répondre de manière autonome aux différentes menaces informatiques.

- **Politique BYOD** : Le personnel n'est pas autorisé à utiliser ses propres appareils (BYOD), à l'exception des téléphones mobiles, qui peuvent uniquement se connecter à un réseau Wi-Fi public isolé du reste de l'infrastructure du site (VLAN).
- **Mise au rebut des actifs** : La mise au rebut des actifs (quel que soit la confidentialité de ceux-ci) est soumise à la procédure de suppression des informations confidentielles. Cette procédure oblige une suppression logique sécurisée ou une destruction physique des médias ayant contenu des informations confidentielles. Lors de leur mise au rebut, les médias (disques durs, bandes magnétiques) sont obligatoirement détruits physiquement et de manière sécurisée.
- **Réattribution des actifs** : En cas de réattribution d'un actif, les données sont supprimées conformément à la procédure de suppression des informations confidentielles. La DSI supprime les données des actifs avant réattribution de ces actifs, à l'occasion d'un renouvellement de matériel.
- **Sécurité de l'infrastructure hébergeant le support de stockage des données**
  - L'infrastructure d'hébergement est certifiée HDS (Hébergement des données de Santé).
  - L'infrastructure d'hébergement repose sur un ensemble d'équipements redondés (électricité, climatisation, réseau et serveur).
  - L'espace hébergé est équipé d'un système de vidéosurveillance 24h/24 7j/7, avec la présence sur site d'agents SSIAP habilités et formés à la sécurité.
  - La protection des accès à l'infrastructure d'hébergement s'effectue via 6 points de contrôle.
  - L'infrastructure d'hébergement est équipée d'un système de détection précoce d'incendie et extinction au gaz inerte (protection des disques durs) certifié APSAD R7 & R13.
- **Transfert des données**
  - Les bases de données transmises par MTPM sont transférées du support de traitement vers le support de stockage uniquement par des canaux sécurisés et chiffrés (VPN).
  - Une fois le transfert effectué vers le support de stockage, les données ne sont pas conservées sur le support de traitement.
  - La gestion des flux entrants et sortants est assurée par un système de pare-feu certifié et reconnu.
  - Tous les échanges de données entre le support de traitement et le support de stockage sont analysés par des solutions antivirus/antimalware afin de prévenir toutes atteintes à la sécurité de l'information.
- **Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique** :

- Les données, qu'elles soient sous forme de bases de données ou de fichiers, sont sauvegardées et stockées sur un support de stockage virtuel hébergé dans une infrastructure d'hébergement certifiée HDS et ISO 27001. Cette certification garantit un niveau élevé de sécurité et de conformité pour la protection des informations sensibles.
  - Pour assurer une protection optimale, ce support de stockage virtuel est sauvegardé quotidiennement dans deux salles distinctes de l'infrastructure d'hébergement. Les sauvegardes sont elles-mêmes cryptées pour résister à toute attaque de type RansomWare. Cette approche de sauvegarde géo-redondante et cryptée permet de minimiser les risques de perte de données en cas de défaillance d'une salle. Les sauvegardes sont réalisées à l'aide d'une solution de sauvegarde certifiée, garantissant ainsi l'intégrité et la disponibilité des données à tout moment.
- **Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement :**
    - Revue régulière de l'ensemble des briques techniques et organisationnelles afin d'améliorer constamment la qualité de la sécurité du système d'informations.
    - Audits automatisés réalisés régulièrement afin de mettre en évidence les éventuelles failles connues non patchées.
    - Audit d'exposition internet et audit des annuaires techniques menés régulièrement. Une copie du dernier test peut être obtenue sur demande écrite de MTPM.
- **La sécurité des traitements de reprise de données et répartition des responsabilités :**
    - En cas de perte de données suite à une problématique technique, le système de sauvegarde décrit ci-dessus permet en toute sécurité de récupérer les données à une date définie et les restaurer sur l'environnement de travail.
- **Des certifications et normes :**
    - ISO 27001
    - HDS v1.1
- **Les moyens permettant de veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu de la présente convention :**
    - S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
      - Lors de l'embauche du collaborateur, celui-ci s'engage à respecter le règlement intérieur, la charte informatique et la politique de sécurité de l'information. Chaque contrat des personnes susceptibles d'intervenir



dans le traitement des données comporte une clause de confidentialité et une clause liée au Règlement Général sur la Protection des données (RGPD).

- Seuls les membres du personnel et de la DSI du Responsable conjoint de traitement 2, habilités aux procédures de traitement sécurisé des données personnelles et disposant d'une connaissance technique suffisante en matière de sécurité informatique sont autorisés à réaliser des traitements de maintenance, de support et d'hébergement.
  - À la fin d'un contrat, des procédures sont suivies pour révoquer l'accès aux systèmes et installations du Responsable conjoint de traitement 2 en temps opportun.
- Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
- L'ensemble des documents de références liés à la sécurité de l'information sont mis à disposition des collaborateurs.
  - Des campagnes de sensibilisations à la cybersécurité, abordant diverses thématiques, sont régulièrement organisées.
  - Des formations internes sont dispensées à la protection des données et la sécurité informatique.

